



ANALYSE

2019/04

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : LES FEMMES ET DES PLUS  
PAUVRES POINTÉS DU DOIGT

## Dérèglement climatique : les femmes et les plus pauvres pointés du doigt

« Il y a plusieurs raisons qui m'incitent à ne pas vouloir d'enfant. La première est l'état de notre monde. Nous vivons sur une pétaudière prête à exploser à tout moment. Il y a des tas de bonnes initiatives, des beaux projets, des gens bien intentionnés, mais la surpopulation est une réalité qui entraîne son cortège de difficultés. »<sup>1</sup>

Alors que notre revue Plein Soleil explorait récemment les raisons qui poussent une part toujours plus importante des jeunes Belges (13%)<sup>2</sup> à ne pas vouloir d'enfants, la question de l'état environnemental de notre planète s'imposait tout logiquement.

L'argument commence à être connu. En matière d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation des ressources, avoir des enfants est le pire des comportements. La Terre n'est pas en mesure de supporter le poids d'une humanité toujours grandissante. Nous spolions ses ressources sans les renouveler, nous mettons à mal son équilibre, nous dérèglons son climat. Bref, l'être humain détruit son environnement et plus nombreux il sera, plus cette destruction s'intensifiera.

L'une des premières solutions aux problèmes environnementaux serait donc de limiter la croissance démographique à l'échelle mondiale. De plus en plus de scientifiques évoquent en effet l'inéluctabilité d'une réduction des naissances humaines pour préserver la planète<sup>3</sup>. Ceux qui ont tenté de quantifier l'efficacité des mesures visant à réduire l'impact de nos modes de vie l'affirment sans détours : il s'agit là d'un des moyens les plus efficaces et les moins chers pour limiter la catastrophe climatique annoncée. « La contraception est un moyen qui coûte cinq fois moins cher que les technologies conventionnelles pour combattre le réchauffement climatique », conclut par exemple une étude de la London School of Economics<sup>4</sup>.

Les résultats des calculs démographiques encouragent ainsi à réduire drastiquement la natalité dans les pays émergents et notamment en Afrique qui, à elle seule, serait à l'origine de 50% de la croissance de la population humaine d'ici 2050 et 85% d'ici 2100<sup>5</sup>.

Derrière l'apparent bienfondé scientifique de ces recommandations se cache cependant une réalité sociétale troublante. Comme le suggère la lecture de nombreux messages xénophobes laissés sur les forums liés aux articles de presse traitant de ces sujets, les solutions pragmatiques qu'appellent de leurs vœux les démographes laissent entrevoir l'apparition conjointe de dérives liées à une stigmatisation à la sauce climatique : une stigmatisation « greenwashée ».

### L'écologie comme prétexte de haine

Derrière leur froideur scientifique, les données environnementales ne sont pas socialement neutres. Leur récupération comme vecteur de haine à l'encontre des populations directement visées par ces arguments démographiques donne une force de conviction de poids aux discours racistes en croissance chez nous.

Ajoutez à cela que la natalité dans les pays « industrialisés » est en baisse constante et que, d'un point de vue démographique, ce n'est donc pas de « chez nous » que se pose le problème et vous obtenez un cocktail explosif de récupération d'arguments scientifiques à la sauce xénophobe.

Pourtant, souscrire à cette pensée reviendrait à omettre que, malgré le faible taux de natalité des pays occidentaux, ce sont nos régions qui sont responsables de la plus grande part de la pollution mondiale. En réalité, le problème posé par la surpopulation se pose d'abord et surtout si les populations des pays émergents tentent de dupliquer nos modes de vie dépensiers, énergivores et polluants.

En tant que mouvement d'éducation permanente, nous devons donc avant tout éveiller les esprits au fait que les éléments scientifiques doivent toujours être contextualisés pour ne pas se retrouver dévoyés. Par ailleurs, nous aurons à cœur d'œuvrer à réformer davantage nos modes de vie tout en encourageant conjointement les populations de ces pays à ne pas reproduire nos erreurs. À voir les projets d'exploitation de la forêt amazonienne du nouveau président du Brésil, Jair Bolsonaro<sup>6</sup>, ce message apparaît d'autant plus crucial.

Mais au-delà de cet appel, peut-on imaginer que les gouvernements des pays ciblés par les analyses démographiques se soumettent à des plans globaux et systématiques de contrôle des naissances ? Nous en doutons fortement.

Et quand l'idée des scientifiques n'est pas d'imposer une réduction des naissances à l'échelon mondial mais de l'initier à l'aide de campagnes de promotion de centres de planning familial et d'éducation des jeunes filles, là aussi, à l'instar du détournement raciste du facteur démographique du dérèglement climatique, l'on voit poindre le risque d'une autre stigmatisation des soucis environnementaux, celle du genre.

Car, en invitant à éduquer les jeunes filles et à développer les politiques de plannings familiaux dans ce seul objectif d'une réduction « écologique » de la population mondiale, c'est non seulement sur ces seules communautés que l'on reporte la responsabilité colossale de la lutte contre le réchauffement climatique mais, plus encore, sur les femmes de ces communautés, et même davantage encore, sur les jeunes filles non-scolarisées.

Évidemment, notre mouvement se fait le relai de l'absolue nécessité d'offrir à ces filles la chance d'aller à l'école et de se former ainsi que de les conscientiser aux possibilités qu'offrent les contraceptifs et les centres de planning familiaux<sup>7</sup>. Pourtant, tout comme pour l'appel à réduire la natalité de pays ciblés, derrière le bon sens écologique, se trouve un danger en terme d'égalité et de droits humains.

Ici comme ailleurs, le risque est que l'argument environnemental puisse être considéré comme absolu et, ainsi, engendrer, pour cause d'urgence climatique, des politiques contraires à l'épanouissement des peuples ou à la cause féminine dans le monde. A contrario, dans les faits, l'un ne va pas sans l'autre et le danger qu'encourt notre planète est à voir comme une ultime opportunité de se saisir de ces thématiques de justice sociale.

### **De responsable à victime : le réchauffement climatique inégalitaire**

Nous appelons donc à ce que la composante démographique du défi climatique ne soit pas l'occasion d'une consécration des tendances xénophobes, patriarcales et sexistes les plus exécrables mais bien davantage l'initiatrice d'une nouvelle donne sociétale, d'une culture écologique mondiale socialement juste. Aussi, ce n'est pas parce que l'éducation de ces jeunes filles et leur accès à des contraceptifs de qualité est une nécessité d'ordre général que l'on doit s'autoriser à reporter sur leurs épaules la surpopulation mondiale et encore moins le réchauffement climatique.

La charge mentale des femmes est déjà tellement pesante qu'il convient de veiller à ne pas, en outre, sous-entendre que de leur comportements sexuels et reproductifs dépend le réchauffement climatique.

A contrario, c'est l'éducation de l'ensemble des citoyens du monde qu'il faut promouvoir. Aussi, oserions-nous encourager l'implication des jeunes hommes dans ces questions de planning familial et les éveiller, eux aussi, aux enjeux d'un accès facilité aux contraceptifs. Ce n'est pas pour rien que la Haute Commissaire de Grenade dans les Antilles répond « Nous éduquons très bien nos jeunes filles. Ce sont les garçons qui ont besoin d'éducation ! » lorsqu'on lui suggère de veiller à l'éducation des femmes dans sa région<sup>8</sup>.

En somme, nous devons dépasser l'équation simpliste : surpopulation = dérèglement climatique qui pointe du doigt les femmes des populations qui procréent le plus. En réalité, ces cibles d'une stigmatisation « greenwashée » sont les premières victimes de cette crise environnementale majeure, intrinsèquement aveugle et injuste.

Comme le rappelle l'ONU, la plus grande difficulté des femmes à accéder aux ressources, la limite de leurs droits par rapport aux hommes, leur piètre mobilité et leur faible implication dans les prises de décision « font d'elles les premières victimes des dérèglements climatiques »<sup>9</sup>.

Concrètement, comme le rappelle le pape François dans son encyclique *Laudato Si* lorsqu'il évoque « l'intime relation entre les pauvres et la fragilité de la planète »<sup>10</sup>, ce sont les populations les plus désœuvrées qui ont à souffrir le plus des conséquences du dérèglement écologique actuel.

Or, de ce fait, l'injustice climatique est encore plus forte avec les femmes qui constituent 70% de la population la plus pauvre de la planète et qui possèdent moins de 1 % des richesses mondiales<sup>11</sup>. Par ailleurs, les sécheresses, désertifications et autres inondations représentant une menace fondamentale pour les activités agricoles touchent donc plus directement les femmes qui ont la charge majoritaire de cette activité nourricière dans les pays en développement. Ainsi, l'ONU tient à rappeler que « quand une catastrophe naturelle frappe une région, le risque de décès est 14 fois plus élevé pour les femmes. »<sup>12</sup>

À l'injustice du dérèglement climatique provoqué majoritairement par les pays industrialisés et subi tout aussi majoritairement par les femmes des pays les plus pauvres, en tant que mouvement d'éducation permanente, nous voudrions opposer une vision plus équitable des réformes qu'impose l'actualité environnementale. Car il ne suffit pas de pousser les femmes de ces pays à réduire le nombre de leurs grossesses pour surmonter le défi climatique.

Sans réflexion sur la place laissée à chaque être humain sur la planète, cette diminution du taux de natalité ne donnera qu'un ballon d'oxygène sans résoudre les problèmes de fond. Même à moins nombreux sur la Terre, l'épuisement des ressources par nos modes de vie organisés autour d'une économie capitaliste visant une croissance continue et une concentration toujours plus intense des richesses nous enverra droit dans le mur<sup>13</sup>.

Aussi, nous nous faisons le relais à la fois du Parlement européen et de l'UNESCO<sup>14</sup> lorsqu'ils invitent à dépasser le statut de victimes climatiques et de « poules pondeuses » des femmes les plus pauvres pour davantage reconnaître « le rôle majeur des femmes dans l'application des mesures d'atténuation du changement climatique dans la vie quotidienne, par exemple les pratiques d'économie d'énergie et d'eau, les mesures de recyclage et l'utilisation de produits biologiques et respectueux de l'environnement, car elles sont toujours considérées comme principalement responsables de la gestion de ces ressources dans les foyers »<sup>15</sup>.

De ce fait, nous invitons à considérer les femmes comme les actrices prioritaires des changements et des adaptations imposées par les défis environnementaux de notre temps. Car ce dont la planète et les populations les plus faibles ont le plus besoin désormais, c'est l'émergence de pratiques et de discours véritablement inclusifs et déradicalisés.

Corentin de Favereau  
Chargé d'études et d'analyses



Avec le soutien de



*Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet [www.acrf.be](http://www.acrf.be)*

*L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.*

*Merci !*

<sup>1</sup> ACRF-Femmes en milieu rural, *Plein Soleil*, n° 839, février 2018, Assesse, p. 22.

<sup>2</sup> <https://levif.be/actualite/belgique/de-nombreux-jeunes-belges-ne-veulent-pas-d-enfant/article-normal-872517.html>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>3</sup> [https://lemonde.fr/idees/article/2018/10/09/freiner-la-croissance-de-la-population-est-une-necessite-absolue\\_5366580\\_3232.html](https://lemonde.fr/idees/article/2018/10/09/freiner-la-croissance-de-la-population-est-une-necessite-absolue_5366580_3232.html), site consulté le 22 février 2019.

<sup>4</sup> <http://lse.ac.uk/website-archive/newsAndMedia/news/archives/2009/09/Contraception.aspx>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>5</sup> <http://cdeclin.be/entrees/20181115demographie.pdf>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>6</sup> <https://slate.fr/story/171951/jair-bolsonaro-offensive-amazonie-protection-environnement-climatoscepticisme>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>7</sup> « Considérant que le planning familial peut considérablement améliorer la santé maternelle et permettre de contrôler la taille de la famille et, partant, de réduire le degré de dépendance et la charge de travail des femmes, premières pourvoyeuses de soins aux enfants, ce qui permettra ainsi d'accroître la résilience des femmes et de leurs familles par rapport aux impacts du changement climatique. » <http://europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2012-0049+0+DOC+XML+V0//FR>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>8</sup> [https://liberation.fr/debats/2018/05/18/paul-hawken-le-rechauffement-climatique-est-une-chance-en-tout-cas-ce-n-est-pas-une-malediction\\_1651113](https://liberation.fr/debats/2018/05/18/paul-hawken-le-rechauffement-climatique-est-une-chance-en-tout-cas-ce-n-est-pas-une-malediction_1651113), site consulté le 22 février 2019.

<sup>9</sup> <https://onu.delegfrance.org/Les-femmes-actrices-indispensables-dans-la-lutte-contre-le-rechauffement>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>10</sup> [https://lemonde.fr/planete/article/2015/06/18/retrouvez-l-encyclique-du-pape-sur-l-environnement-en-francais\\_4657167\\_3244.html](https://lemonde.fr/planete/article/2015/06/18/retrouvez-l-encyclique-du-pape-sur-l-environnement-en-francais_4657167_3244.html), site consulté le 22 février 2019.

<sup>11</sup> <http://europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2012-0049+0+DOC+XML+V0//FR>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>12</sup> <https://onu.delegfrance.org/Les-femmes-actrices-indispensables-dans-la-lutte-contre-le-rechauffement>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>13</sup> [https://lemonde.fr/idees/article/2015/12/09/cop21-il-faut-en-finir-avec-le-racisme-environnemental\\_4827705\\_3232.html](https://lemonde.fr/idees/article/2015/12/09/cop21-il-faut-en-finir-avec-le-racisme-environnemental_4827705_3232.html), site consulté le 22 février 2019.

<sup>14</sup> <http://unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/gender-and-science/cross-cutting-issues/climate-change-and-gender-equality/>, site consulté le 22 février 2019.

<sup>15</sup> <http://europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2012-0049+0+DOC+XML+V0//FR>, site consulté le 22 février 2019.